

Transports



Près de 32 véhicules appartenant à la Régie autonome des transports parisiens (RATP) sont en activité sur le réseau genevois. PIERRE ABENSUR

Pourquoi le métro de Paris gère des lignes TPG

La Régie autonome des transports parisiens exploite une douzaine de liaisons périurbaines. Le contrat porte sur plus de 9 millions

Frédéric Vormus

Les Genevois connaissant Paris n'auront pas manqué la mention *service assuré par RATP Dev Suisse SA* à l'arrière de certains bus TPG. Depuis 2011, à travers sa filiale suisse, la Régie autonome des transports parisiens (RATP), qui gère la totalité du métro et une grande partie des transports publics de Paris, exploite en sous-traitance six liaisons de l'agglomération, six lignes de Noctambus ainsi que les navettes pour les personnels de l'aéroport. Au total, plus de 32 véhicules appartenant à la régie parisienne sont en activité sur le réseau genevois. Tous ne circulent pas en même temps, certains devant assurer les remplace-

ments durant les périodes de service et maintenance. Le montant du contrat entre les deux régies publiques porte sur 9,27 millions de francs.

Plus de dix ans de relation
La relation entre les TPG et RATP Dev remonte à 2002 lorsque les deux entités se sont associées pour fonder TP2A (Transports publics de l'agglomération annemassienne) responsable du réseau TAC d'Annemasse. En 2011, à la suite

d'un rapprochement entre deux grosses sociétés françaises, la RATP «récupère» des actifs en Suisse parmi lesquels des contrats de sous-traitance pour les TPG (voir ci-dessous). «RATP Dev était déjà présente en France voisine, c'est donc tout naturellement que le choix s'est porté sur les activités de transport de personnes à Genève», explique Stéphane Bossy, le directeur de la filiale suisse de RATP Dev. Pour une entreprise comme RATP Dev, ayant un pied des deux

côtés de la frontière, le marché régional offre de réelles possibilités. «Si des opportunités de développement liées au Grand Genève se présentaient, nous pourrions peut-être accroître notre activité dans le bassin genevois», espère Stéphane Bossy.

Un marché à 34 millions
Une loi cantonale peut l'y aider. Les TPG sont autorisés à sous-traiter jusqu'à 10% de leurs charges totales, un taux d'ailleurs que les partis de droite souhaiteraient augmenter. En 2011, les coûts de sous-traitance se sont élevés à 33,7 millions de francs. Or, à chaque échéance de contrat avec l'un des transporteurs privés, la régie genevoise procède à un nouvel appel d'offres autorisant la dizaine d'acteurs à y répondre. Il s'agit de lignes périurbaines à faible capacité, comme le précise un porte-parole des TPG. Aujourd'hui, une centaine de bus, qui ne sont pas tous sur les routes en même temps, sont gérés par des privés. La sous-traitance évite aux TPG d'avoir à investir dans l'achat de nouveaux bus, de gérer le roulage à vide ou la construction de dépôts supplémentaires.

De Paris à Genève

● En 2002, la RATP crée RATP Dev pour développer ses activités de maintenance et d'exploitation en France et à l'étranger. Neuf ans plus tard, lors de la fusion de Véolia Transport et Transdev, une société possédée par la RATP, celle-ci récupère 340 millions d'euros sous forme d'actifs en France et à l'international. Seize filiales sont créées dans la foulée, notamment en Suisse. A Genève, la RATP «hérite» des activités de

Dupraz Bus, rachetée en 2005 par une filiale de Véolia. Deux sociétés de droit suisse sont créées. Les contrats de Dupraz Bus Transport Public avec les TPG sont fondus dans RATP Dev Suisse. L'activité de cars de tourisme est renommée Helvécie SA. Les deux sociétés disposent d'une flotte de 104 véhicules et emploient 120 salariés. Le groupe RATP est aujourd'hui le cinquième acteur mondial du transport public. **F.V.**

Les laboratoires Boiron licencient à Genève

Le numéro un mondial de l'homéopathie se sépare de onze collaborateurs sur son site genevois

Un coup de froid a touché les laboratoires Boiron, à Plan-les-Ouates. La filiale suisse du leader mondial français de l'homéopathie, bien connu pour ses globules contre la grippe Oscillocoquinum, a licencié 11 collaborateurs sur les 19 que comptait le site. «Depuis 2006, l'année du rachat par Boiron du laboratoire homéopathique Dolisos, nous n'avons réalisé qu'un seul exercice bénéficiaire», se justifie le directeur François Bégot. Dans un courrier envoyé aux ex-

employés, il précise également que «la société est confrontée à un contexte réglementaire et concurrentiel particulièrement hostile». «Nous souffrons de notre petite taille. Nous sommes soumis aux mêmes exigences de la part de Swissmedic et de l'Office fédéral de la santé publique, explique-t-il, que les multinationales pharmaceutiques actives. Nos frais fixes sont proportionnellement plus importants.»

Afin de pouvoir rester en Suisse, le groupe a dû entreprendre une série de mesures, comme le présente le docteur François Bégot. Ainsi l'activité de fabrication de médicaments a été arrêtée et la distribution externalisée à

Burgdorf, dans une société du groupe Galenica qui s'occupera du stockage, de la préparation des commandes et des livraisons des préparations. Les médicaments proviendront désormais à 100% de France. «Nous avons 6000 produits dont certains n'étaient vendus qu'à l'unité», poursuit le docteur Bégot.

Le site de Plan-les-Ouates va désormais se recentrer sur le développement commercial des principaux médicaments, celui-là même qui semblait jusqu'alors le point faible de l'entreprise. Les forces de vente vont être renforcées, notamment par l'engagement d'un représentant supplémentaire en Suisse alémanique.

D'après son directeur, ces mesures sont les seules qui permettent d'envisager des résultats financiers positifs pour Boiron SA. Pour les laboratoires, la Suisse reste un marché porteur pour l'homéopathie et justifie donc la poursuite des investissements. Ces derniers sont assurés par la maison mère qui a affiché un résultat net positif en 2011 de 42,2 millions d'euros, en repli de 2,4%.

En France, les laboratoires Boiron sont souvent associés à une politique entrepreneuriale plutôt sociale et progressiste. A Genève, sur les 11 collaborateurs licenciés, deux ont retrouvé un emploi. **F.V.**

Son conseil

Albert Gallegos*



Huit pour cent d'épargne libre

Epargner est considéré comme très important par la plupart d'entre nous. Mais tout le monde ne le fait pas de manière systématique et optimale. L'épargne peut être partagée en deux composantes: les économies dites forcées, c'est notamment l'accumulation d'un capital dans sa caisse de pension, et l'épargne volontaire. Pour les premières, vous n'avez pas le choix. C'est votre entreprise, en fonction de sa politique sociale, qui les définit. Par contre, pour l'épargne libre, vous avez toute latitude. En Suisse, son taux moyen correspond à environ 8% du revenu disponible. Voici quelques principes pour une épargne efficace. Commencez le plus tôt possible, car il n'y a pas de moment idéal pour débiter. Déterminez votre capacité à remplir votre bas de laine. Pour cela, faites votre budget. Puis projetez votre épargne mensuelle en faisant la moyenne de votre potentiel. Si en janvier vous pouvez économiser 300 francs et 500 en février, décidez d'épargner 400 francs par mois. Pensez à vous en premier. Cela signifie que lorsque vous recevez votre salaire, la première chose est de mettre de côté les 400 francs

définis. Pour ce faire, effectuez des paiements mensuels automatiques réguliers. Augmentez votre épargne avec les éventuelles rentrées extraordinaires; par exemple, avec une partie d'un bonus ou d'un héritage. Dans ce cas, la

«Le moment idéal pour commencer à épargner, c'est maintenant»

Albert Gallegos BCGE

seule difficulté sera de choisir entre vous faire plaisir aujourd'hui ou plus tard. Trouvez le juste équilibre! Choisissez finalement le bon véhicule de placement. Si vous avez du temps devant vous, osez prendre un peu de risques, le temps jouera en votre faveur. Par contre, si votre projet est à courte échéance, préférez la sécurité. Le succès d'un plan d'épargne dépend de ces différents principes et d'un bon interlocuteur financier qui vous aidera à le réaliser. N'hésitez pas à faire jouer la concurrence!

*Conseil patrimonial et prévoyance, BCGE

Banque

Le groupe Reyl s'établit à Londres

Après Singapour, Paris, Luxembourg, Hong Kong et Zurich, le Groupe Reyl poursuit sa croissance en ouvrant une filiale dans la capitale britannique. «Dans un premier temps, nos efforts à Londres vont se concentrer sur l'activité de gestion de fortune. Par la suite, Reyl London est appelée à devenir une vitrine pour l'ensemble des activités du groupe», a expliqué François Reyl, son directeur. Fondé à Genève voilà quarante ans, Reyl emploie aujourd'hui quelque 160 collaborateurs et gère des avoirs supérieurs à 7 milliards de francs. **F.V.**

Commerce

15,1

C'est en milliards de francs le montant définitif des exportations du canton de Genève en 2011, sans prise en compte des métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités. Ce chiffre a progressé de 11,2% en un an. Les importations ont elles atteint 9,7 milliards de francs, en hausse 2,1%, selon les chiffres de l'Office cantonal de la statistique. En Suisse, la croissance n'est pas aussi importante puisque les exportations ne croissent que de 2,3% et les importations de 0,2%. Pourtant la balance commerciale affiche un excédent de 23,5 milliards de francs. Un record historique! **F.V.**

Politique



Une quarantaine de députés du Grand Conseil, de tous bords politiques, ont rédigé une proposition de résolution adressée au Conseil fédéral lui demandant de ne plus autoriser la transmission de données personnelles sans base légale. Ils se réfèrent notamment aux informations concernant 10 000 employés de banque offertes par certains établissements aux autorités américaines, sans que les collaborateurs n'en aient été avertis. **F.V.**

Formation

Nouveau bachelors en management international

Une nouvelle filière en International Business Management va ouvrir ses portes en septembre 2013 à la Haute Ecole de gestion de Genève. Entièrement dispensé en anglais, ce programme combine la gestion d'entreprise, l'économie politique, le marketing, les ressources humaines, l'organisation, la logistique, la communication, le droit et la finance. Le cursus insiste sur la dimension internationale de ces matières. Trois options à choix sont proposées en dernière année: International Organisation Management, Import/Export Management ou International Commodity Trading. **F.V.**